

## Les Arabes d'Israël partagés entre peur et indignation

**SAKHNINE (AFP) - L'offensive dans la bande de Gaza tire les Arabes israéliens entre la peur d'afficher leur solidarité avec les Palestiniens et le désir d'exprimer leur indignation, un sentiment exacerbé par l'interdiction de deux de leurs partis aux élections de février en Israël.**



Manifstation de Palestiniens le 16 janvier 2009 à Hebron (© AFP - Hazem Bader)

"Notre Etat est en guerre avec notre nation palestinienne", explique Gazal Abou Raya, un Arabe israélien directeur de l'Institut judéo-arabe pour la paix à Sakhnine, en Galilée, dans le nord d'Israël.

Le 3 janvier, Sakhnine, où vivent 25.000 Arabes israéliens, a été le théâtre d'une manifestation de 100.000 personnes qui protestaient contre l'offensive déclenchée une semaine plus tôt par Israël dans la bande de Gaza. Au fur et à mesure que le bilan s'alourdissait, les manifestations spontanées se sont multipliées en Galilée, qui abrite environ la moitié des 1,4 million d'Arabes israéliens, lesquels représentent 20% de la population de l'Etat hébreu.

La police israélienne a musclé les mesures de sécurité dans le nord, y compris en établissant des contrôles routiers. "Depuis 60 ans, on teste notre loyauté", affirme M. Abou Raya.

Les Arabes israéliens, descendant pour la plupart des 160.000 Palestiniens restés sur leurs terres lors de la création de l'Etat hébreu en 1948, redoutent les conséquences de leur opposition à la guerre de Gaza. Lundi dernier, la commission électorale israélienne a interdit la participation de deux partis

politiques arabes aux élections législatives du 10 février, les accusant de ne pas reconnaître à Israël le droit d'exister.

La Cour suprême doit trancher la question la semaine prochaine.

Si l'interdiction devait être confirmée, les Arabes boycotteront les élections et une "crise" pourrait accentuer les frictions avec la population juive, prévient Jamal Zahalqa, chef du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique, un des deux partis concernés. "Si nous ne pouvons pas participer au processus électoral et travailler dans la légitimité politique, nous reverrons notre stratégie. De plus en plus de personnes réclameront un Parlement arabe", dit-il. "Il y aura une crise entre la minorité palestinienne et la majorité" juive israélienne, ajoute-t-il.

La décision de la commission électorale est "un acte raciste, une intimidation", déclare le maire adjoint (sans étiquette) de Sakhnine, Mahmoud Abou Raya. "Nous boycotterons les élections en signe de protestation".

La guerre met à rude épreuve les fragiles relations entre juifs et Arabes dans le nord d'Israël, admet Gazal Abou Raya, qui appartient au même clan arabe que son homonyme, Mahmoud. Son institut tente "d'être un pont, un intermédiaire entre Palestiniens et l'Etat d'Israël". "Ce n'est pas facile quand vous voyez les images d'enfants et de femmes mourant à Gaza", souligne-t-il.

Egalement arabe, le chef de la communauté grecque orthodoxe de Sakhnine, le père Salah Khoury, a pour sa part lancé une campagne pour envoyer de la nourriture et des vêtements à Gaza mais redoute les répercussions de son aide à l'enclave palestinienne. "Nous nous identifions aux gens de Gaza mais nous ne voulons pas nous mettre nous-mêmes en danger", confie-t-il. "Nous voulons rester sur nos terres. Nous avons peur. Les juifs d'extrême-droite nous considèrent comme des ennemis".

Une opinion partagée par Khalil Nakhleh, un chercheur palestinien spécialiste des conflits, établi en Cisjordanie.

"En général, les Arabes d'Israël ont le sentiment d'être des citoyens indésirables dans leur pays", résume-t-il.